

BAROMETRE DES TPE

Le Baromètre de conjoncture des Très Petites Entreprises

2^{ème} trimestre 2017 - N° 66

Enquête trimestrielle
réalisée par l'IFOP
pour FIDUCIAL

Ce baromètre rend compte de l'enquête conduite par l'IFOP pour le compte de FIDUCIAL et réalisée par téléphone du 29 mars au 7 avril 2017 auprès d'un échantillon représentatif de 1 003 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés.

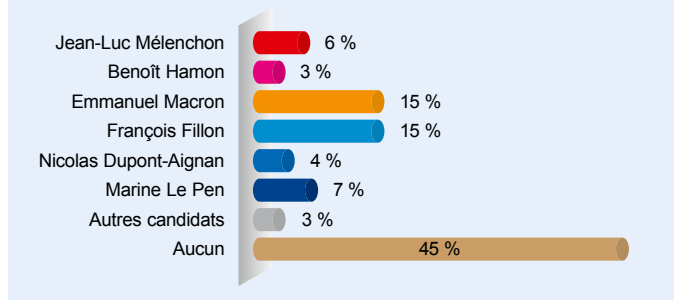
GRANDES LIGNES

Les petites entreprises, ces oubliées de la présidentielle

Un quinquennat présidentiel s'achève... sur un goût amer pour les TPE. Leur bilan des cinq dernières années est mauvais. L'optimisme de leurs dirigeants s'est érodé, comme leurs marges. Elles ont détruit des emplois et leurs investissements ont été limités. Leurs finances sont demeurées tendues et leur accès au crédit difficile.

Un nouveau quinquennat présidentiel s'ouvre... sans perspective enthousiasmante pour les TPE. Alors que ces entreprises de moins de 20 salariés représentent plus du tiers des emplois (salariés et indépendants) du secteur privé, alors que la population en âge de voter dépendant directement d'elles (ménages des dirigeants et de leurs salariés) atteint un peu plus de 10 millions de personnes, elles ont été négligées par les candidats à l'élection présidentielle, qui s'en sont tenus, au sujet des TPE, à quelques propos généraux et promesses démagogiques. D'ailleurs, 83 % des patrons de TPE regrettent que les prétendants à la fonction suprême n'aient pas porté une attention suffisante à leurs préoccupations. Invités à désigner le candidat s'intéressant le plus à leur situation, le grand vainqueur est « aucun », loin devant Emmanuel Macron et François Fillon, Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon.

Candidat le plus proche des préoccupations des TPE



Base : 1 003 TPE

NSP : 2 %

Pourquoi les TPE ne suscitent-elles pas plus l'intérêt des futurs présidentiables ? Parce qu'elles ne revendiquent jamais rien, ou alors en silence ? Parce qu'elles sont mal représentées et ne réussissent pas à faire entendre leur voix ? Parce qu'elles se plieront de toute manière à toutes les politiques ? Parce que leurs emplois ne sont pas délocalisables ?... Peu importe la réponse, il est préjudiciable pour l'économie française de les ignorer. Elles innoveront. Elles maillent le territoire, y compris en dehors des grands centres urbains. Elles emploient et forment des personnels peu qualifiés que les autres entreprises rechignent à embaucher. Elles ont à leur tête des dirigeants qui chaque jour, par leurs décisions et leurs choix, n'hésitent pas à mettre en péril leurs propres revenus et patrimoine. La France a d'autant plus besoin de ces entreprises et entrepreneurs que son économie souffre.

Les patrons de TPE fixent quatre chantiers prioritaires au prochain président de la République : la réduction du chômage (83 %), la restauration de la confiance des Français (79 %), la baisse des impôts et des charges sociales (69 %) et la facilitation de leur quotidien entrepreneurial (61 %). En revanche, ils ne veulent pas d'un retour au franc.

Les TPE réembaucheront et réinvestiront si le climat économique s'y prête, c'est-à-dire si les Français croient en l'avenir. Elles oseront plus également, si l'on change de comportement à leur égard. Toute élimination de réglementations superflues sera appréciée, mais il serait illusoire d'imaginer qu'elles diminueront de façon significative. Alors, plutôt que de menacer les petites entreprises de sanction au moindre écart, au moindre oubli, il conviendrait de privilégier la pédagogie et présumer de la bonne foi de leurs dirigeants. Les administrations publiques et certains corps intermédiaires devraient les aider, se mettre à leur service au lieu de chasser les infractions. Un changement de prisme et de paradigme qui ne coûte rien, mais qui peut rapporter gros.

Les principales caractéristiques des TPE françaises (0 à 19 salariés)

Poids économique : 27 % de la richesse produite par toutes les entreprises françaises

Nombre : 2 500 000 (hors agriculteurs et hors auto-entrepreneurs) - 62 % sans effectif salarié,

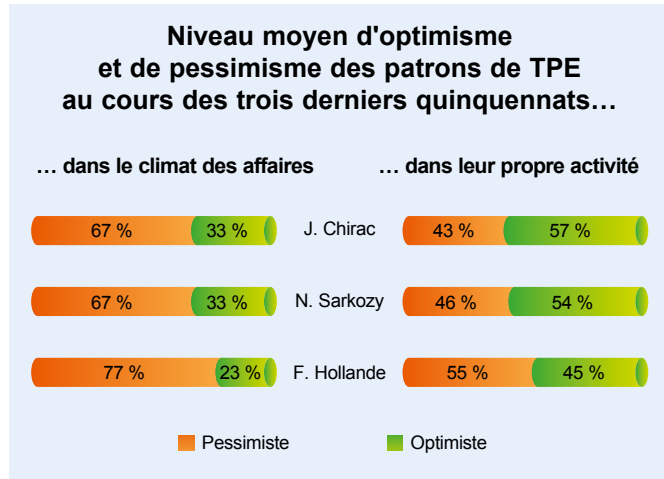
- 20 % de 1 à 2 salariés,

- 15 % de 3 à 9 salariés

Emplois : 6 800 000 (dont 4 400 000 salariés), soit 38 % des emplois du secteur concurrentiel

UN DERNIER TRIMESTRE DANS LA DROITE LIGNE DU QUINQUENNAT

Bien que depuis le début du siècle, les patrons de TPE affichent un pessimisme chronique en ce qui concerne le climat général des affaires, le quinquennat de François Hollande est, de surcroît, marqué par un recul de l'optimisme de 10 points en moyenne par rapport à ceux de ses prédécesseurs. Un décrochage d'une même ampleur a été enregistré depuis 2012 au sujet de leur propre activité.



Base : ensemble des TPE vagues 7 à 66

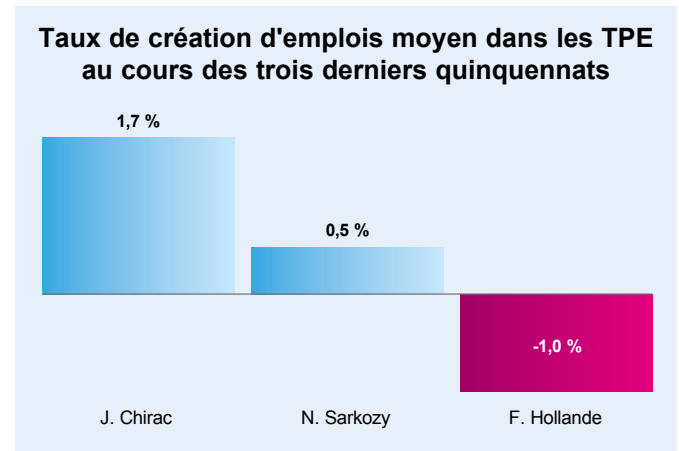
En fait, la confiance des chefs d'entreprise a été profondément altérée au cours des cinq dernières années. Or, il n'y a pas d'économie sans confiance. Il n'est donc pas surprenant que ce sujet arrive au deuxième rang de leurs attentes vis-à-vis du prochain chef de l'État.

L'emploi arrimé dans le rouge

Les TPE ont longtemps résisté en dépit d'une fragilité structurelle de leurs finances. Pendant plusieurs décennies, elles ont malgré tout compensé, en partie tout au moins, les suppressions d'emplois des grandes entreprises. Mais l'atonie économique amplifiée par des erreurs politiques du pouvoir exécutif les a contraintes à reconsidérer leur politique de l'emploi. C'était pour beaucoup une question de survie. Au cours du quinquennat de François Hollande, les TPE en activité ont donc détruit plus d'emplois qu'elles n'en ont créés.

Au premier trimestre 2017, la création d'emplois, nette de suppressions et de remplacements de postes, s'établit à -0,5. L'embauche pour une création pure de postes s'avère relativement faible par comparaison aux trimestres antérieurs. Le travail précaire (CDD, intérim) représente

plus d'une embauche sur deux, dans la plupart des cas pour une durée supérieure à un mois. Le recours à ce type de contrat repose d'abord sur un surcroît temporaire d'activité et le remplacement d'un salarié parti. Pour autant, les patrons de TPE usent aussi de ce moyen pour apprécier



Base : ensemble des TPE vagues 7 à 66

la viabilité économique du poste et les compétences de leur nouvel employé. Quant aux suppressions de postes, elles touchent une entreprise sur vingt. Comme modalité de rupture du CDI, la rupture conventionnelle négociée entre les parties devance le licenciement et la démission.

L'indicateur de situation financière, c'est-à-dire le pourcentage des TPE constatant une amélioration de leur situation financière comparé à celui des TPE enregistrant une dégradation, s'élève à -13. La trésorerie se situe à l'équilibre pour 58 % d'entre elles, alors qu'elle est excédentaire pour à peine un quart. 42 % des entreprises anticipent une stagnation de leurs ventes au second trimestre 2017, contre 36 % une hausse et 18 % une baisse.

L'investissement en berne

11 % seulement des TPE ont réalisé un investissement de plus de 5 000 euros entre janvier et mars 2017. Ce nombre tombe à 6 % dès qu'il s'agit d'investissements de 20 000 euros minimum. Ces acquisitions visaient en priorité du matériel de transport, des agencements et des machines outils. Elles ont été financées principalement par crédit-bail ou location financière et par emprunt. Les patrons de TPE ont également eu recours, dans un quart des cas, à l'autofinancement, aux apports personnels ou aux emprunts auprès d'un proche.



FIDUCIAL

Retrouvez les résultats complets du Baromètre des TPE / FIDUCIAL-IFOP sur le site www.fiducial.fr
Pour nous contacter : contact.barometre@fiducial.fr

Siège social : 41, rue du Capitaine Guynemer - 92925 LA DÉFENSE CEDEX - Tél. 01 47 78 13 36 - www.fiducial.fr

FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 11 000 personnes en Europe, au service de ses 273 000 clients.

Forte d'une expertise construite autour de ses neuf métiers, le droit, le chiffre, la banque et le conseil financier, l'informatique et la technologie, la sécurité, l'immobilier et le monde du bureau, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).